ANALYSE 2015
28 décembre

Centre tricontinental

LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE : UNE LUTTE FEMINISTE ?

LE CAS DE MINDANAO AUX PHILIPPINES

Aurélie Leroy

Le point de départ de cette étude repose sur un paradoxe : parmi les acteurs sociaux, institutionnels et politiques, les agricultures paysanne et familiale s'affirment progressivement comme des alternatives légitimes et crédibles à un modèle agroproductiviste « *à bout de souffle* ».[1] Elles répondent à un double enjeu environnemental et alimentaire, sont durables et performantes sur le plan agroéconomique, à taille humaine, et participent à un mouvement de transformation sociale. Voilà pour le côté pile.

Côté face, la réalité est plus sombre : les logiques de fonctionnement et les rapports de domination qui ont cours à l'intérieur des familles agricoles (entre les sexes et entre les générations), les déterminismes socioculturels qui prévalent dans les communautés et la société mettent à mal les « bons résultats » et les « bonnes pratiques » de ce type d'agriculture.

Des expériences multiples sur plusieurs continents démontrent qu'il existe une corrélation positive entre agroécologie et *empowerment* des femmes. Le statut des femmes et leur autonomie peut être renforcé, mais sans qu'il existe pour autant de liens automatiques. La transition vers des modes de production agricole plus durable ne suffit pas, à elle seule, à garantir une évolution positive en matière d'égalité entre les sexes.

Les objectifs de souveraineté alimentaire auxquels l'agroécologie contribue et les objectifs *d'empowerment* des femmes se recouvrent, mais ne se confondent donc pas. Les premiers enjeux qui viennent à l'esprit lorsqu'on pense aux luttes en faveur de la souveraineté alimentaire sont liés à l'agriculture. Or ce domaine d'activité et les communautés rurales qui le portent demeurent imprégnés par le machisme et la domination masculine au Nord comme au Sud, avec des variantes selon les régions, mais aussi selon l'appartenance sociale, religieuse ou ethnique, etc. Les inégalités et la surexploitation du travail (en majorité non rémunéré) en sont globalement des invariants.

Une approche de la souveraineté alimentaire ne se cantonne toutefois pas au seul champ agricole. Son intérêt et son potentiel émancipateur sont plus larges. La souveraineté alimentaire est un élément central de la lutte pour la justice sociale et participe à un mouvement de transformation radicale du modèle de développement néolibéral caractérisé par des rapports sociaux et économiques inégalitaires. La souveraineté alimentaire en s'attaquant aux différents systèmes d'exploitation vise donc – aussi – à combler le fossé qui sépare les femmes et les hommes, les riches et les pauvres, le Nord et le Sud.

Si la souveraineté alimentaire est une lutte sociale, elle doit devenir aussi une lutte féministe. Promouvoir la souveraineté alimentaire peut faire avancer les droits des femmes et remettre en cause la permanence d'une division sexuelle du travail asymétrique, mais à la condition que les organisations

[1] De Schutter O. in http://www.lemonde.fr/planete/article/2014/04/29/olivier-de-schutter-notre-modele-agricole-est-a-bout-de-souffle_4408689_3244.html#

et acteurs qui s'inscrivent dans ce mouvement ouvrent les yeux et intègrent des analyses et des pratiques féministes.

L'enjeu de l'étude que nous proposons est donc, dans un contexte donné et aux côtés d'acteurs spécifiques soutenant la souveraineté alimentaire, de s'interroger sur comment et à quelles conditions une transition vers un mode de production agricole durable peut contribuer à l'émancipation féminine ? Quels sont les bénéfices, mais aussi les risques qu'un tel changement comporte pour les femmes?

METHODOLOGIE

Pour comprendre les inégalités qui opèrent entre les sexes, nous avons dans cette étude croiser des analyses générales en matière de genre (quels sont les dénominateurs communs, les points de convergence à la situation de subordination et d'oppression des femmes paysannes, quels sont les impacts des politiques agricoles modernisatrices sur les relations hommes-femmes) à une approche qualitative locale. Une approche à l'échelle des individus et des communautés a le potentiel de « *faire parler les chiffres d'une approche plus large* ». Elle investit aussi des champs nouveaux et différents, « *au-delà de la présence des femmes dans l'économie capitaliste* » (Degavre, 2005). Elle permet aussi de mettre en exergue et de mieux appréhender la complexité des relations et des « *arrangements concrets* » (Guétat-Bernard, 2014) entre les sexes. Quelles sont les contraintes ordinaires et les menaces qui pèsent sur les femmes ? Quelles sont les stratégies individuelles et collectives mises en place par les femmes au sein des familles, de la communauté, au sein d'organisations pour intégrer les intérêts et les droits des femmes et des paysannes, et avec quels résultats ?

L'étude proposée ici résulte d'une courte mission réalisée au Sud des Philippines sur l'île de Mindanao durant le mois de mars 2015. Nous avons bénéficié de la collaboration de l'ONG MTWRC (Mindanao Tri-people Women Ressource Center) - partenaire d'Entraide et Fraternité en Belgique - localisée à Cotabato, et du soutien précieux de Sindy Soler qui a permis de nous mettre en relation avec les organisations partenaires du Mindanao Tri-people Program on Peace-building and Food Sovereignty, à savoir SUMPAY, DKMP, CONZARRD (Convergence of NGOs/POs in Zamboanga del Sur on Agrarian Reform and Rural Development), TRIPOD (Tri-People Organization Against Disasters Foundation), ainsi que des organisations proches tels que LAFCCOD (Lanao Aquatic and Marine Fisheries Center for Community Development) et KILOS KA. Les informations et données ont été recueillies lors de trois focus group qui ont rassemblé chaque fois une vingtaine de femmes et quelques hommes issus des communautés partenaires de DKMP, LAFCCOD et CONZARRD ainsi que lors de discussions et interviews avec des personnes ressources.

Pour répondre à notre question de départ portant sur le potentiel d'une transition agricole durable en termes d'émancipation féminine, plusieurs étapes sont venues structurer notre réflexion. Tout d'abord, nous avons inscrit le processus de transition dans son contexte dont les dimensions locales, mais aussi nationales et globales doivent être analysées. Ensuite, nous avons cherché à comprendre les enjeux et les ressorts de ce processus, les avancées et les contraintes qu'il procure. Enfin, comme ce mode de production agricole repose sur une main-d'œuvre essentiellement familiale, une réflexion sur la famille paysanne s'impose. Cette dernière a bien souvent les allures d'une « boîte noire » dont les informations relatives à la sphère privée, à son mode de fonctionnement, à ses codes, à ses pratiques sont insuffisamment connues. L'opacité qui l'entoure ou sa méconnaissance ont tendance à tronquer ou à idéaliser la réalité.

Une fois cette toile de fond dressée, une dernière étape consistera à relever les éléments dans le processus de transition qui favorisent la souveraineté alimentaire et d'analyser leurs impacts sur les femmes. Au-delà des principes généraux et des intentions, les objectifs de souveraineté alimentaire et d'empowerment des femmes convergent-ils dans les faits ? Quels sont les obstacles, les contraintes et comment les dépasser ?

CONTEXTE SOCIO-POLITIQUE NATIONAL ET LOCAL

La double vulnérabilité des femmes paysannes - en tant que femmes et en tant que paysannes -, à laquelle viennent parfois s'ajouter d'autres facteurs de discrimination, rend les défis à relever complexes et multiples. Avant de s'intéresser aux enjeux internes aux fermes et à la structure familiale, passons tout d'abord en revue les contraintes externes (contexte agricole et économique, modèle de développement) auxquels les paysans et paysannes font face dans un contexte général de déclin de l'agriculture aux Philippines.

1. L'illusion du développement

Après quatorze années de dictature, et une longue traversée du désert marquée par la stagnation économique et la pauvreté, un changement de perception et un certain optimisme règnent depuis l'arrivée au pouvoir du Président Benigno Aquino III. Les performances économiques enregistrées depuis 2012 font que le pays s'affiche et tend à être reconnu – par la communauté internationale, les agences de notation et donc les investisseurs – comme le « nouveau émergent », « l'étoile montante » de la région. Et cela, en dépit d'un ralentissement de la croissance au cours des deux premiers trimestres de 2015 où les Philippines ont enregistré une progression de 5,6 % au lien des objectifs de 7 à 8% espérés.

Considéré pendant plusieurs décennies comme le « mauvais élève » de la zone, le pays s'est forgé un modèle de développement qui repose sur plusieurs piliers. Le secteur des services[2] tout d'abord. En particulier, les services délocalisés de soutien aux entreprises qui ont fait du pays un important concurrent de l'Inde dans le domaine des services vocaux en anglais (*call center*). Les secteurs de l'immobilier et de la construction ensuite et enfin l'exportation massive de la main-d'œuvre – en particulier à destination de l'Arabie Saoudite et des pays du Golfe – qui a été soutenu comme une voie du développement pour le pays. Les Philippines sont le second pourvoyeur de travailleurs migrants au monde en termes d'importance après le Mexique. Leur nombre s'élève aujourd'hui à plus de onze millions, soit plus de 10% de sa population totale et environ 22 % de sa population active. En 2013, *The Economist* estimait que les transferts de fonds des travailleurs (les *remittances),* s'élevaient à 25 milliards de dollars, soit environ 10 % du PIB pour seulement 3,9 milliards de dollars d'IDE, le niveau le plus faible de l'ASEAN, pour la même année.

La stratégie de développement actuelle a été fixée par le gouvernement dans le dernier Plan de développement à moyen terme qui constitue le cadre de référence pour les années 2010 à 2016. Le maître mot de ce document, insufflé par le président Aquino au début de son mandat, est celui de la « *croissance inclusive* ». Si cette formule était prometteuse à l'époque, elle a depuis perdu de son aura, et cela bien au-delà des frontières des Philippines. Le défaut principal de cette approche inspirée des cercles internationaux, et répété à l'envi dans de nombreux pays émergents, est qu'elle ne propose aucune voie sérieuse vers le développement. Cette stratégie inspirée de la doctrine néolibérale aurait selon ses promoteurs la faculté de faire partager les fruits de la croissance à l'ensemble de la population par effet d'entraînement (*trickle-down theory*). Dans les faits, la « *distribution des richesses s'est fait à la faveur de quelques-uns, encouragée principalement par la dérégulation, la financiarisation, la privatisation, le retrait de l'Etat des domaines traditionnels de la protection sociale et l'augmentation de la régressivité fiscale* » (*Alternatives Sud* b, 2015).

Les Philippines n'ont malheureusement pas fait exception à ce qui est devenu une règle. Certes la croissance est au rendez-vous, mais le caractère déséquilibré et excluant des politiques de développement a laissé les zones rurales à la marge et accentué les fractures qui existaient déjà entre ville et campagne, entre riches et pauvres. Une accélération de la croissance s'est opérée, mais pas celle d'un développement économique soutenu et durable, qui constituait pourtant l'enjeu prioritaire du nouveau président.

Bénigno Aquino, qui jouit d'une confortable popularité parmi la population, s'est défendu de faire le jeu

[2] Aux philippines, la croissance est tirée par les services qui représentent 57,8 % du PIB en 2014. (31,5 % pour l'industrie et seulement 10,7 % pour l'agriculture).

des puissants et entend se distinguer de ses prédécesseurs. Il en veut pour preuve les campagnes anticorruption et antipauvretés dont son administration a été à l'initiative. Certes, il a agi de manière déterminée sur le front antipauvreté en renforçant dès le début de son mandat un programme de *Conditional Cash Transfer* qui couvre désormais trois millions de familles parmi les plus pauvres. Ces politiques de subventions ont sans nul doute permis de maintenir la tête hors de l'eau des millions de Philippins, mais elles ne leur auront pas permis pour autant d'embrayer et de participer à l'émergence du pays. Le bureau des statistiques a publié en 2013 des données selon lesquelles 27,9 % de la population vivait toujours sous le seuil de pauvreté, un résultat pratiquement inchangé par rapport aux chiffres de 2009 (28,6%) et de 2006 (28,8%). En matière de bonne gouvernance, le gouvernement a là aussi entrepris des réformes audacieuses couronnées de succès au tournant des années 2010, mais le scandale de détournements de fonds par des sénateurs et membres du Congrès destinés à des projets de développement locaux (les « *Priority development assistance fund* ») est un exemple significatif - parmi d'autres - qui a mis en lumière les limites de la campagne anticorruption et l'ampleur d'un fléau profondément ancré dans le pays à tous les niveaux de pouvoir[3].

Une distorsion existe entre les intentions affichées et les pratiques du gouvernement et de son administration. En dépit de politiques plus redistributives et volontaristes, aucun virage en termes économiques n'a été distinctement opéré. L'équipe au pouvoir s'inscrit dans la continuité des politiques néolibérales mises en œuvre depuis les années 1980 à la suite du programme d'ajustement structurel imposé par la Banque mondiale et le FMI, et réinterprétées avec plus ou moins de force lors des mandats de Fidel Ramos (1992-1998), Joseph Estrada (1998-2001) et Gloria Macapagal-Arroyo (2001-2010).

2. Les piliers d'un modèle de développement insoutenable

« Assainissement » et remboursement de la dette

Face à l'endettement du pays, le programme d'ajustement structurel prétendait assainir la situation financière du pays, mais dans les faits se limitait à une liste longue et douloureuse de réductions de dépenses. Le remboursement de la dette a radicalement redéfini les contours de l'économie. L'État qui était auparavant le plus gros investisseur, a « retiré ses billes » pour les consacrer au service de la dette, devenu la priorité numéro une du budget national. Durant les trois premières années du mandat d'Aquino, 20-22 % du budget ont été consacrés au remboursement de la dette, contre 8-10 % pour la période 1986-1993. Au nom de la doxa néolibérale, l'Etat philippin aura préféré « *soutenir la solvabilité des institutions financières et l'intégrité du système financier au détriment du bien-être de sa population et de l'environnement* » (*Alternatives Sud* b, 2015).

Désindustrialisation et désinvestissement des campagnes

Les Philippines sont un exemple notoire de désindustrialisation. La part du secteur manufacturier dans la structure de l'économie était de 28 % dans les années 1970 avant de chuter à 26 % dans les années 1980 et à 24 % dans les années 1990. En 2011 et 2012, elle ne représentait plus que 22 %. (Aldaba, 2014). Ce phénomène est d'autant plus frappant, car à contre-courant d'une région qui connaît alors l'envol des nouveaux pays industriels de la première (dragons) et de la deuxième génération (tigres). La croissance du secteur a été négligeable (0,3 % - entre 1980 et 1990) à lent (3 % entre 1991 et 2000) et l'écart du niveau de vie s'est creusé entre les pays de la zone. En termes d'emploi, l'industrie a échoué à créer assez d'emplois. Entre 1990 et 2000, le secteur a couvert seulement 9 % de la création totale d'emploi, alors que sa contribution à la production totale était de 24 % pour la même période.

[3]Selon l'organisation Transparency Internationale, les Philippines sont classées 85^{e} sur 175 selon l'indice de perception de la corruption qui **classe les pays en fonction du degré de corruption perçue dans les administrations publiques et la classe politique.** Ces trois dernières années, le pays a progressé dans ce classement passant de la 105^{e} place à la 85, mais son score reste faible avec seulement 38/100.

Table 1: Average Growth Rates by Sector

Year	1971-80	1981-90	1991-00	2001-10	2011	2012
Gross Domestic Product	5.7	1.7	3.0	4.7	3.9	6.6
1. Agriculture, Fishery, Forestry	3.9	1.1	1.8	3.0	2.7	2.7
2. Industry Sector	7.6	0.3	3.0	4.2	2.3	6.5
Manufacturing	5.9	0.9	2.5	4.1	4.7	5.4
3. Service Sector	5.2	3.3	3.6	5.8	5.1	7.4

Source of basic data: National Accounts of the Philippines, National Statistical Coordination Board

Table 2: Value Added Structure by Major Economic Sector

Year	1971-80	1981-90	1991-00	2001-10	2011	2012
Agriculture, Fishery, Forestry	25.6	23.9	20.8	18.9	11.5	11.1
Industry Sector	38.3	38.0	34.1	33.1	32.1	32.1
Manufacturing	28.2	26.3	24.3	23.7	22.4	22.1
Service Sector	36.6	40.4	42.4	48.0	56.4	56.9

Source of basic data: National Accounts of the Philippines, National Statistical Coordination Board

Autre secteur largement non investi depuis les années 1980 : l'agriculture. Plusieurs facteurs essentiels sont à l'origine du déclin de l'agriculture (3,9 points de croissance dans les années 1970, 1,1 % dans les années 1980). Tout d'abord, les politiques d'ajustement qui ont causé la fonte des maigres subventions publiques et investissements dont le secteur bénéficiait. Ensuite, l'accord sur l'agriculture mis en œuvre sous l'égide de l'OMC - dont le pays devient membre en 1995 - est venu affaiblir plus encore l'agriculture philippine et les paysans qui en vivaient en supprimant notamment les quotas d'importation.

Le parti pris des dirigeants était de restructurer – de « moderniser » – le secteur agricole dans le sens d'une plus grande libéralisation et de s'appuyer sur les entreprises de l'agro-industrie et les grandes plantations de produits destinés à l'exportation. L'ouverture des marchés par l'abolition des quotas et la dérégulation tarifaire s'est traduite par un afflux massif de denrées alimentaires venues de l'étranger. En quelques années, le pays est devenu un importateur net de produits agricoles, alors que par le passé, il était exportateur net[4]. Au niveau national mais aussi à l'échelle des ménages, la libéralisation a eu pour conséquences une réduction de la sécurité alimentaire, un affaiblissement de la souveraineté et une aggravation de la problématique des paysans sans terre (Zacharie, 2002).

Outre le retrait de l'État et la libéralisation du secteur agraire qui ont constitué des entraves sérieuses au développement et à la production agricole, un dernier élément déterminant a été l'absence de volonté politique et de moyens suffisants pour implanter une réforme agraire en profondeur qui garantisse les droits économiques, sociaux et culturels des paysans philippins.

En 1988, peu après l'ouverture politique du pays, le *Comprehensive Agrarian Reform Program (CARP)*,

[4]Le pays est passé d'un surplus de 292 millions $US en 1993 à un déficit de 764 millions $US quatre ans plus tard. « L'importation croissante de produits agricoles compétitifs dans des secteurs clés de l'économie philippine a nui aux exportations et affecté la production domestique. Le secteur agraire traditionnel (riz, maïs, noix de coco et canne à sucre) a perdu du terrain et les secteurs non-traditionnels (viande, fruits, légumes, etc.), censés être les plus avantagés par la libéralisation, n'ont connu qu'un gain négligeable face à l'augmentation des importations de poulet, de bœuf congelé et de légumes frais ». (Tardif, 2013)

qui prévoyait initialement la distribution de terres agricoles de plus de cinq hectares de sans-terre est mis en œuvre. Dès son origine, la majorité des organisations paysannes le critiquèrent en raison de son caractère « *pro-propriétaire* » et « *anti-paysan* » (Borras, Franco, 2010). Des amendements introduits sous la pression de l'oligarchie foncière ont vidé le texte de sa substance. Beaucoup de propriétaires sont ainsi parvenus à éviter, par des moyens « légaux » ou « extra-judiciaire », la redistribution de leur terre ou à en garder le contrôle. En outre, sous le CARP, les terres n'ont pas été à proprement dit redistribuées, mais rachetées par le bénéficiaire et par les pouvoirs publics qui « *suppléaient* » afin que les propriétaires reçoivent « *une juste indemnisation* » (idem). Les bénéficiaires, moins bien lotis, n'obtenaient donc pas gratuitement les terrains et versaient une compensation à l'État.

L'influence de l'élite foncière sur le parlement et l'administration a permis de brider les ambitions du CARP et d'en retarder sa mise en œuvre. Toutefois, la lutte historique en faveur d'une réforme agraire menée par des organisations paysannes a permis une application du programme certes inégale et partielle, mais qui n'en demeure pas moins significative. Environ sept millions d'hectares de terre ont été redistribués à environ 3 millions de familles paysannes, ce qui représente approximativement la moitié du total de la surface arable et deux cinquièmes de la paysannerie du pays (idem).

Il ne faut donc pas jeter le bébé avec l'eau du bain, mais les critiques à l'égard de ce programme n'en demeurent pas moins sévères. Après vingt années de réforme et cinq ans supplémentaires d'une « version améliorée » du CARP (CARPER, *Comprehensive Agrarian Reform Program Extension with Reforms* 2009-2014), les résultats en termes de redistribution n'ont pas été atteints[5], sans compter que le processus s'est révélé plutôt inefficace concernant la redistribution de terres privées. En outre, la réforme agraire a échoué à extraire les paysans de la pauvreté. Comme nous le verrons dans la suite de cette étude : l'insécurité foncière et le maintien d'une organisation semi-féodale dans les campagnes, ainsi que la faiblesse de la production, des coûts et charges élevés liés à l'emprunt et à l'achat d'engrais et pesticides en sont parmi les principales causes.

Sans être exhaustifs, ces trois facteurs – retrait de l'État, libéralisation agricole et échec de la réforme - sont à l'origine de la crise agraire qui frappe aujourd'hui plus de 50 % de la population philippine. Le taux de croissance moyen du secteur de « l'agriculture, pêche et forêt » était de seulement 2,7 % en 2012 alors que le secteur des services atteignait 7,4 % cette année-là. Outre son ampleur, cette crise est révélatrice de l'attitude d'un pays qui a tourné le dos aux campagnes et qui considère que la moitié de sa population « *n'est pas une source dynamique de développement* » (FGS, 2014). Parmi la classe moyenne urbaine, éduquée, anglophone, mieux rémunérée, aspirant à un modèle de consommation inspirée du modèle américain,[6] beaucoup se représente les campagnes comme un boulet qui freine l'émergence économique du pays.

Un dernier élément incontournable qui affecte l'activité agricole est le changement climatique. Les pluies diluviennes et les inondations de 2012, les super typhons Pablo (2012) et Yolanda (2013) ont causé pour des millions de dollars de pertes et de destructions agricoles (semences et outils perdus, systèmes d'irrigation et de stockage endommagés, etc.), fauché des milliers de vies et plongé des millions de personnes dans des situations de vulnérabilité et de pauvreté extrême. Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, le seul typhon Yolanda aurait affecté jusqu'à un million d'agriculteurs et de pêcheurs. Un tel désastre a mis en exergue la faible résilience des moyens d'existence des populations vulnérables à des chocs certes ponctuels, mais récurrents.

La fausse solution des politiques migratoires

En moyenne, 4624 Philippins quittent quotidiennement le pays pour travailler à l'étranger, soit l'équivalent de près d'1,7 million d'individus par an (1 687 831 pour 2011)[7]. Aujourd'hui la diaspora philippine représente 11 millions de personnes à travers le monde. 75 % sont des femmes principalement engagées comme domestiques. A ce chiffre écrasant s'ajoutent plus de quatre millions de Philippins qui ont quitté le pays sans permis de travail ou autorisation de voyage légal. Sous l'impulsion de l'État et dans un contexte de mondialisation des échanges, la force de travail est devenue

5. Mi-2013, environ 700 000 hectares n'étaient toujours pas distribués.
6. La classe moyenne est estimée à 10 millions de personnes, soit 10% de la population totale, et se concentre principalement à Manille et à Cebu.
7http://www.poea.gov.ph/ar/AR2011.pdf

aux Philippines la principale « marchandise » d'exportation.

Les politiques d'émigration ne sont pas neuves. Elles remontent au milieu des années 1970 sous la dictature de Marcos, mais débutent alors sous un mode mineur et de façon temporaire. Elles prennent un caractère permanent et connaissent une croissance exponentielle dans la foulée des mesures d'ajustement structurel des années 1980 qui causent des effets socio-économiques dévastateurs : pertes d'emplois dans l'industrie et dans l'agriculture, réduction des salaires dans les services publics[8].

L'absence d'opportunités d'emploi, le niveau plancher des salaires et la pauvreté massive sont donc parmi les facteurs qui poussent les individus au départ. Les autorités, décomplexées, voient alors dans « *le bradage de sa population* » (Carroué, 2004) une parade à la crise économique que traverse le pays. Les problèmes sociaux, sources d'instabilité, sont contenus en les « délocalisant ». L'exportation de la main d'oeuvre est donc une parade, mais aussi un business lucratif grâce aux devises envoyées par les travailleurs expatriés aux familles. Les *remittances* permettent en effet de compenser les faibles dépenses publiques en matière de santé et d'éducation, de couvrir les déficits budgétaires et de stimuler la consommation intérieure. L'exportation de la main d'œuvre pallie donc les manques de l'État.

L'institutionnalisation des politiques migratoires[9] est indissociable des effets produits par l'imposition du Programme d'ajustement structurel, mais a connu un tour nouveau avec le contexte d'intensification des échanges et l'intégration de l'économie nationale au marché mondial. Sa spécificité est d'avoir cherché à se calquer à la demande émanant des pays riches qui présentaient un déficit ponctuel ou structurel de main-d'œuvre. Historiquement, les besoins de main d'œuvre du Moyen-Orient et les emplois de service domestique de certains pays développés sont les premiers à apparaître dans les années 1970 (Europe, Canada, Hongkong, Singapour). Dans les décennies 1980 et 1990, les vastes marchés des économies émergentes d'Asie (Corée du Sud, Malaisie, Thaïlande, Singapour) s'ouvrent, tandis que les pays post-industriels ferment leurs frontières. Sur la période 2009-2013, les pays producteurs de pétrole du Proche et du Moyen-Orient ont cumulé avec les dragons asiatiques l'essentiel des flux (tableau 3). L'Arabie Saoudite réceptionne à elle seule 24 % des migrants philippins (2011).

TABLE 3 - Number of Deployed Landbased Overseas Filipino Workers by Top Ten Destinations, New Hires and Rehires: 2009 - 2013

	DESTINATION	2009	2010	2011	2012	2013
	All Destinations - Total	**1,092,162**	**1,123,676**	**1,318,727**	**1,435,166**	**1,469,179**
1	Saudi Arabia	291,419	293,049	316,736	330,040	382,553
2	United Arab Emirates	196,815	201,214	235,775	259,546	261,119
3	Singapore	54,421	70,251	146,613	172,690	173,666
4	Hong Kong	100,142	101,340	129,575	131,680	130,686
5	Qatar	89,290	87,813	100,530	104,622	94,195
6	Kuwait	45,900	53,010	65,603	75,286	67,856
7	Taiwan	33,751	36,866	41,896	41,492	41,145
8	Italy	23,159	25,595	31,704	38,407	19,556
9	Malaysia	7,256	9,802	16,797	25,261	34,088
10	Bahrain	15,001	15,434	18,230	22,271	20,546
	Others	235,008	229,302	215,268	233,871	243,769

- Migrations féminines : stratégies et effets

[8]Les enseignants et les infirmières verront notamment leur salaire diminuer sensiblement, ce qui conduira nombre d'entre elles à se proposer pour l'émigration.

[9]Le terme d'Overseas Filipino Workers (OFWs) est officialisé sous la présidence de Fidel Ramos, pour reconnaître aux millions de Philippins concernés un statut juridique et économique minimal. « *La mise en place d'un programme migratoire, l'établissement d'infrastructures de migration, l'extension des droits sociaux et politiques aux migrants, la dérégulation de l'industrie de la migration et la valorisation de la contribution économique des migrants au travers de nombreuses activités publiques représentent les stratégies principales du gouvernement philippin pour encourager et faciliter la migration de ses citoyens* » (Fresnoza-Flot, 2008).

Selon le Philippine Overseas Employement Administration, plus de 70% des travailleurs migrants sont des femmes. Elles ne représentaient que 12 % des départs dans les années 1970, un peu moins de 50% en 1987 et plus de 60% au tournant des années 2000[10]. Une majorité d'entre elles (+ 60%) sont âgées de 25 à 34 ans[11]. Elles vivent et travaillent dans 197 pays principalement comme aides ménagères, mais aussi comme infirmières, soignantes, employées de bureau et de vente, etc[12].

Lors de notre séjour à Mindanao, la majorité des familles rencontrées comptait un ou plusieurs membres partis à l'étranger. Les *remittances* envoyés constituaient parmi l'un des apports du revenu des ménages.

Les facteurs socio-économiques et le marché du travail étaient déterminants dans le choix de mobilité des femmes au niveau international. Ces éléments structurels « poussaient » les femmes au départ, mais ne pouvaient toutefois être isolés de stratégies individuelles ou familiales jugées attractives qui « tiraient » les femmes dans le sens d'un départ. En effet, vu sous un angle positif, les migrations permettaient « *de maximiser les gains, mais aussi, et surtout de minimiser les risques. Elles répondaient à une logique de diversification des revenus familiaux et d'assurance afin de lutter contre les imperfections des marchés locaux* » (Vause, 2012). Ces stratégies répondaient ainsi à la fois à des logiques de survie et de subsistance et à des objectifs de mobilité et d'ascension sociale pour la famille. L'expatriation attirait aussi beaucoup les jeunes des campagnes de Mindanao qui y voyait une opportunité à saisir pour s'extraire d'un monde rural complexe à l'horizon bouché.

La perspective d'une amélioration des conditions d'existence familiales est à l'origine du parcours migratoire de nombreuses femmes (et jeunes !), mais celle-ci ne se concrétise pas toujours. Premier écueil, l'expatriation qui dure plusieurs années peut être à l'origine d'une détérioration des conditions de vie ou d'un éclatement de la cellule familiale. Aucune statistique officielle n'existe, mais des ONG philippines estiment qu'environ 9 millions d'enfants sont « laissés derrière » par un parent OFW.[13] La dispersion familiale a aussi conduit à de nombreux cas de mariages brisés, d'infidélités conjugales, de décrochages scolaires et de délinquance juvénile.

Deuxième écueil, la famille ne peut être comprise comme une unité cohérente qui contribuerait de façon rationnelle et systématique au développement, notamment économique, du foyer. Des rapports de force et de pouvoir au sein des ménages peuvent privilégier les membres les plus influents en termes de prise de décision et de captation des revenus. Les *remittances* envoyés à destination de la famille peuvent ainsi être détournés à d'autres fins par un mari peu scrupuleux[14].

Par ailleurs le vide laissé par les épouses et mères pour les activités de reproduction (du lien social, de la subsistance matérielle, du territoire de vie) dont elles avaient la charge n'est pas mécaniquement pris en charge par les maris et pères. Dans certains cas, pour bénéficier « du beurre » et de « l'argent du beurre », les hommes transfèrent les tâches domestiques et de soin aux filles aînées (ou aux autres femmes de la famille); figeant du même coup un schéma social où femmes et filles occupent une position subordonnée.

En outre, le rôle central joué par les femmes dans le processus de migration et la valorisation ressentie par celles-ci en raison de l'accès à un emploi salarié (mais souvent flexible et mal payé) n'ont contribué que très partiellement à leur autonomisation, à l'inverse de ce que laissaient entendre les théories de la modernisation. Selon celles-ci, l'accès à un emploi rémunéré constituait « un sésame » pour ouvrir le champ des possibles des femmes, pour les « libérer » du cycle reproductif et gagner leur indépendance. Dans les faits, beaucoup de femmes migrantes sont devenues des « bonnes à tout faire », des « femmes machines » dociles et endurantes, marquées par l'absence de mobilité et exposées aux abus sexuels. En quittant leurs enfants pour élever ceux des autres, elles se sont retrouvées isolées et exposées dans une sphère privée et domestique détachée, déconnectée, segmentée où leur rôle limité a souvent été réduit à sa seule partie subordonnée. L'insertion des femmes dans la sphère du travail n'a donc pas été une source d'émancipation.

[10] http://www.gmanetwork.com/news/story/73403/pinoyabroad/overseas-migration-has-taken-the-face-of-a-woman
[11] http://www.pcw.gov.ph/statistics/201405/statistics-filipino-women-and-mens-overseas-employment
[12] http://www.poea.gov.ph/stats/2010%20Deployment%20by%20Occupation,%20Destination%20and%20Sex%202010%20-%20New%20hires.pdf
[13] http://www.rappler.com/move-ph/ispeak/59044-strength-sacrifice-ofw-women
14. Ce cas de figure nous a été relaté à plusieurs reprises dans le cadre de notre séjour.

Tandis que le départ de la mère déstabilise les relations familiales et met en péril la reproduction du lien social, son arrivée dans une famille et dans un pays tiers est perçue par ces derniers comme un gain. Les pays et familles « hôtes » tirent avantage de la situation. Ils exploitent à peu de frais ces femmes issues de pays « en retard de développement », améliorent la qualité de leur propre existence sans contribuer à la reproduction de la force de travail (soins de santé, sécurisation du revenu, régénération du lien social, etc). Dans le cadre d'une économie mondialisée, le patriarcat local a été substitué au patriarcat néolibéral. Au nom d'un développement fondé sur les principes de l'accumulation et sur une croissance internationalisée, les femmes philippines ont été maintenues au bas de l'échelle sociale et sont devenues les « *servantes de la globalisation* » (Roces, 2012).

- OFW : l'impasse d'une croissance sans développement

La politique d'exportation de la main d'œuvre entamée par Marcos et poursuivie par les élites modernisatrices des gouvernements successifs n'a jusqu'à ce jour pas été remise en cause. Elle continue à représenter un axe central de la stratégie de développement du pays en dépit des impacts négatifs qu'elle génère: *« Les travailleurs philippins d'outremer sont honorés par le gouvernement et par le peuple pour leur sacrifice et leur dévouement au travail, à la famille et à la nation. Nous accueillons leur contribution. Mais nous travaillons à ce qu'un jour les Philippins n'aient plus besoin de partir à l'étranger pour travailler, que ce soit juste une option possible pour leur carrière. »*[15]

Les OFW contribuent substantiellement à l'économie et au « développement national », mais les chiffres de la croissance ne sont qu'un faux semblant qui ne reflète pas « l'état de santé » de l'ensemble de la population. Ce processus est tout d'abord injuste et inéquitable : tandis que la base la plus large de la pyramide sociale tend, au prix de lourds sacrifices, à améliorer son sort ; l'Etat poursuit, au prix du moindre effort, une politique économique duale et en trompe en l'œil qui bénéficie avant tout aux consortiums internationaux et aux élites oligarchiques locales. Ce processus n'est pas non plus « durable », comme l'avait promis le président Aquino. La problématique du cycle reproductif a en effet été totalement ignorée alors que « *reproduction et développement* » sont deux processus étroitement liés. La reproduction est une ressource du développement et « *il ne saurait y avoir de développement sans reproduction* » (Bahr, 2011).

La position du gouvernement sur l'émigration des femmes est particulièrement ambiguë. Celui-ci affirme vouloir « protéger » sa population féminine en favorisant une émigration qualifiée, le développement de compétences et la protection de leur bien-être. Une attitude habile et « de bon ton » qui lui permet d'une part de préserver son intérêt économique - les femmes sont une main d'œuvre fort demandée et l'État ne veut pas y renoncer -; et d'autre part de faire illusion en préservant l'honneur du pays assimilé parfois à « un pays de domestiques ». Cette volonté de « *préserver l'honneur national tout en encourageant l'émigration a constitué deux préoccupations contradictoires du gouvernement qui ont conduit à un comportement paranoïaque* »[16].

Une nouvelle voie pour l'économie philippine est indispensable. Une voie où l'État jouerait enfin son rôle d'agent de développement et prendrait en main les problématiques de la pauvreté, de l'inégalité et du chômage. La croissance dépeinte comme « *miraculeuse* » est avant tout « *artificielle* » et « *instable* » (Ibon, 2014). Elle repose sur des facteurs extérieurs tels que la demande de main d'œuvre et s'appuie peu sur la production interne – en particulier les secteurs agricole et industriel – qui permettrait de créer de la valeur par la production de biens et services, ainsi que le développement de technologie et la création d'emplois. (Idem)

3. Politique agraire et processus de paix à Mindanao

Les lignes directrices des politiques de développement sont globalement restées inchangées au fil des administrations. Les gains de la croissance ont profité à certains segments de la population et à

15. Cet extrait tiré du discours de la présidente Arroyo au cours de la soixante-deuxième session de l'assemblée générale des Nations Unies à New York le 28 septembre 2007

[16]http://didel.script.univ-paris-diderot.fr/claroline/backends/download.php?url=L0NPVVJTMy1Bc3VuY2lvbl9GUkVTTk9aQV9GTE9UL0NoYXBpdHJlNlRoZXNlX0ZyZXNub3phLUZsb3QucGRm&cidReset=true&cidReq=47PM5034

certaines régions, sans percoler à tous les niveaux de la société et du territoire. De profondes inégalités se sont dès lors creusées dans la distribution des richesses, sans qu'elles ne soient corrigées par des mesures redistributives volontaristes de la part de l'Etat.

Les taux de pauvreté les plus élevés se trouvent à Mindanao, au sud de l'archipel des Philippines, en particulier dans les provinces où se trouve concentrée la population musulmane. Le manque durable de services de base dans l'éducation et la santé, le délabrement des infrastructures en matière d'électricité, de transport, d'eau et d'assainissement sont quelques-unes des facettes du faible niveau de développement de cette région. L'île regorge pourtant de richesses en termes de ressources naturelles. Mindanao produit 100 % du caoutchouc, 87 % des ananas, 78 % des bananes, 74 % du café du pays et dispose d'importantes ressources halieutiques ainsi que d'un énorme potentiel minier (or, cuivre, nickel, manganèse, chromite, argent, plomb, zinc, fer, ainsi que des gisements de gaz et de pétrole). Ce « *trésor de ressources* » (Revelli, 2015) est toutefois contrôlé par des multinationales de l'agroalimentaire, de grandes compagnies minières et quelques « seigneurs de la terre » locaux.

Le climat d'insécurité qui sévit sur l'île depuis plus de quarante ans apparaît être la raison majeure de cette situation précaire. Elle a coûté la vie à plus de 120 000 personnes, entraîné le déplacement de deux millions de personnes et bouleversé durablement les conditions d'existence de la population locale. Le conflit armé qui oppose le gouvernement et la rébellion sécessionniste musulmane ne peut toutefois se réduire à un problème strictement sécuritaire dont la seule réponse à apporter serait une « guerre contre la terreur »[17]. Le revers de cette interprétation est qu'elle occulte les racines profondes du conflit et prend insuffisamment en compte les enjeux locaux.

Historiquement, Mindanao était habitée dans la période précoloniale par des moro musulmans et des peuples indigènes (lumads animistes). Ceux-ci étaient majoritaires sur Mindanao encore au début du 20e siècle. Les leaders locaux (*datu*) y étaient des acteurs clés en termes économiques et politiques et étaient engagés dans des processus de résistance et/ou d'intégration avec les autorités coloniales espagnoles, puis américaines. Ils disposaient d'un pouvoir reconnu. Ils contrôlaient un territoire et régulaient l'utilisation de la terre et des ressources. Cette position a toutefois été compromise par un double développement : l'expansion de l'agrobusiness et l'afflux massif de migrants venus des îles Visayas et Luzon.

L'administration américaine a en effet développé des programmes pour soutenir l'installation de paysans et de travailleurs agricoles issus des régions densément peuplées du Nord sur l'île de Mindanao. De manière concomitante, elle a procédé à une rationalisation de la propriété foncière en exigeant que la terre soit désormais enregistrée. Toute terre non réclamée revenait à l'Etat qui disposait dès lors d'une réserve foncière qu'il attribuait selon ses intérêts. Une partie de celle-ci a été concédée aux migrants chrétiens dans l'intention de renforcer et d'étendre son autorité et son emprise sur ces territoires. Une autre a été octroyée à des entreprises transnationales et philippines spécialisées dans l'agrobusiness, dans les mines et dans l'exploitation forestière.

La ruée vers les terres de Mindanao, qui s'est poursuivie après l'indépendance, a eu un impact considérable sur la structure et le fonctionnement de la société agraire. La gestion coutumière de la terre marquée par son aspect collectif et la redistribution des parcelles par les leaders locaux étaient devenues incompatibles avec la conception individuelle de la propriété telle que désormais prônée par l'administration. Avec l'essor de l'économie de plantation et l'afflux de migrants chrétiens, les leaders traditionnels ont été marginalisés et la population moro est devenue une minorité sur son propre territoire. Les populations originelles ont ainsi été dépossédées de leurs terres et déplacées. Elles n'ont pas non plus pu « bénéficier » des emplois proposés par les nouvelles entreprises installées, celles-ci leur préférant les travailleurs « christian-settler ».

La réforme agraire de 1988 (CARP) a quant à elle échoué à rectifier le tir en prenant en compte la complexité historique de la question agraire. Les bénéficiaires de la distribution étaient classés par ordre de priorité. Ceux qui cultivaient la terre étaient prioritaires. Une décision juste en apparence, mais qui ignorait les revendications antérieures faites par les communautés sur des domaines ancestraux. La dépossession dont les populations originelles ont été victimes antérieurement a ainsi été formalisée par la réforme qui s'est autorisée à distribuer « leurs » terres – qui n'étaient pas enregistrées - à d'autres

[17] Le gouvernement Arroyo, fidèle allié du gouvernement Bush dans sa guerre contre le terrorisme, s'est attaqué dès 2002 aux franges extrémistes de l'opposition islamiste tel le groupe Abu Sayaff.

paysans pauvres, notamment chrétiens.

Des rivalités entre les communautés sont progressivement apparues et se sont durcies au fil du temps dans le champ politique et au-delà. La transformation sociale à Mindanao, soutenue par l'Etat, explique pour partie la configuration de la société et les enjeux contemporains. De nombreux paysans moro et lumad – mais aussi chrétiens[18] - se sont retrouvés sans terre et ont dû lutter plus encore pour leur subsistance, tandis que des nouveaux venus – en particulier des entreprises (multi)nationales comme Dole, Del Monte ou Sumifru – ont pu bénéficier d'appuis pour consolider leur présence et leurs acquis.

Les violences qui ponctuent le quotidien des habitants de Mindanao ne découlent pas directement du fait identitaire ou religieux. Les racines du conflit sont davantage liées à des différends, anciens et plus récents, autour de la problématique de la terre. Le gouvernement, en adoptant des politiques inégalitaires et discriminatoires, ainsi que des politiques axées sur la différenciation culturelle, a dénaturé le principe d'égalité entre les individus et justifié le déni de droit de la population originelle opprimée. Par ailleurs, au sein des instances dirigeantes musulmanes, ni le MILF (Moro Islamic Liberation Front), ni le MNLF (Moro National Liberation Front), n'ont inscrit la question agraire comme une priorité dans leur agenda politique et dans les négociations avec le gouvernement. Aucun plan d'action ni proposition de réformes redistributives n'ont été programmés pour tenter d'infléchir la concentration de richesses et l'emprise sur les ressources. La fragmentation de la société agraire sur une base ethnique et de classe risque dès lors de perdurer…

GENRE ET AGRICULTURE FAMILIALE

1. Une agriculture paysanne, familiale et durable

L'incohérence des stratégies de développement élaborées par l'Etat philippin s'est traduit par des effets sociaux et environnementaux désastreux dans les campagnes, mettant à mal les conditions d'existence des paysan(ne)s. Face à ce qui leur était présenté comme « la voie à suivre », des acteurs et actrices locaux se sont mobilisé(e)s pour s'inscrire, à partir de leurs préoccupations spécifiques, dans une perspective de transformation ou d'adaptation.

Au cœur de ces préoccupations se trouve la question centrale de l'absence de droit ou d'opportunité d'accès aux ressources indispensables à la subsistance. Les « ressources » dont il est question recouvrent à la fois des dimensions matérielles ou immatérielles (savoir, tradition, etc.) qui résultent d' *« un rapport social, d'un rapport culturel et d'un rapport de production* » (Guétat-Bernard, 2014) et dont les conditions et les règles d'accès varient selon les contextes.

Face à ce défaut de droit d'accès, des individus ou collectivités ont élaboré des « *stratégies compensatoires, dites d'adaptation* (…) *à partir des ressources disponibles au quotidien ou en temps de crise* » qui peuvent se révéler « *performantes, durables et socialement justes* » (Delcourt, 2014). Dans cette optique, les acteurs concernés sont amenés à investir « *dans une diversification des moyens d'existence et des ressources* » pour améliorer « *leur sécurité et leur bien-être* » (idem).

La libéralisation de l'agriculture, les agressions du développement, ainsi que le conflit armé et les catastrophes naturelles ont affecté le quotidien des habitants de Mindanao. Dans ce contexte, les agricultures paysannes et familiales ont offert un potentiel et une alternative crédible en répondant efficacement aux problèmes de la faim, de la détérioration des écosystèmes et du changement climatique.

De nombreuses familles paysannes ont fait le choix de s'engager dans une agriculture durable et se sont placées dans une perspective d'adaptation et/ou de transformation. Des centaines de ménages, membres d'organisations paysannes (CONZARRD, DKMP, MTWRC, TRIPOD, SUMPAY) ont adopté « *une production agricole organique et soucieuse de l'environnement* » (MTWRC, 2013) dans le but

[18] Une majorité de moro et lumads, mais aussi des chrétiens qui ont échoué à pérenniser leur exploitation (parfois en raison du manque d'infrastructure sur l'île) ou qui n'ont pu être absorbés par le marché du travail

d'atteindre la souveraineté alimentaire.

Ce modèle d'agriculture s'ajuste particulièrement aux besoins et moyens limités des petits producteurs. Il optimise à moindre coût les exploitations familiales et s'appuie sur les capacités d'innovation et les savoirs agricoles traditionnels. Il évite l'emploi d'équipements et d'intrants externes coûteux (pesticides, fertilisants, semences, etc.) et pèse dès lors moins sur les budgets des ménages. Ces pratiques permettent ainsi de limiter les risques comme l'endettement, d'accroître les revenus et de renforcer la résilience des petits paysans face aux aléas climatiques. Elles garantissent pour ces raisons une plus grande « *autonomie par rapport aux injonctions économiques externes* » (Delcourt, 2014)

Cette trajectoire alternative réclame peu de capitaux de départ, mais est par contre intensive en travail. Ce sur-travail peut être un incitant à la création d'emploi, mais peut aussi représenter une surcharge qui s'ajoute alors aux tâches quotidiennes des membres de la famille. L'organisation familiale et collective de la production agricole présente des atouts indéniables dans la construction de la souveraineté alimentaire et offre des retombées positives pour la cellule familiale dans son ensemble. Le point d'achoppement tient au fait que la distribution du travail – productif et reproductif - n'est pas répartie de manière égalitaire au sein des ménages. Comme nous l'avons déjà dit plus haut, la famille n'est pas une unité cohérente et rationnelle. Des rapports de force et de pouvoir peuvent privilégier certains membres et jouer en la défaveur des femmes.

2. Les droits des femmes dans le secteur de l'agriculture

Les Philippines sont reconnues comme le meilleur élève de la région Asie-Pacifique en matière d'égalité de genre et font figure d'exceptions dans une zone marquée par des indices d'inégalités élevés. Le pays occupe la 7e place du « ranking » publié par le Forum économique mondial dans le Rapport mondial sur la parité entre les sexes. Cependant, ce classement qui se fait « *indépendamment des niveaux de richesse des pays* » est à prendre avec des pincettes comme le démontre Delphine Lacombe (2014).

La période de démocratisation qui s'est ouvert après la chute du régime autoritaire de Ferdinand Marcos en 1986 a permis l'écriture d'une nouvelle constitution et la promulgation de réformes législatives qui ont témoigné d'un engagement nouveau de l'État en faveur de l'égalité formelle (civile, politique, sociale). Le droit de la famille et des successions ainsi que le droit de propriété philippin apparaissent ainsi globalement neutres. Femmes et hommes y disposent de droits équivalents. Les réformes législatives, les politiques publiques, les organes dédiés aux femmes établis dans un climat alors teinté d'optimisme - et aussi influencé par la mondialisation des politiques de genre via les grandes conférences mondiales sur les femmes - ont permis des avancées incontestables en termes de participation aux structures de pouvoir et à la prise de décision ainsi qu'en matière de lutte contre la violence.

Toutefois des limites objectives demeurent à différents niveaux. La neutralité des lois est relative et témoigne de l'impact partiel de l'outil législatif. Dans le cadre de la Loi générale de réforme agraire de 1988, il est précisé que les travailleuses agricoles disposent de droits égaux à ceux des hommes en matière de propriété foncière et en termes de participation aux organes de conseil et de décision. Dans la loi de 1992 sur le rôle des femmes dans le développement et la construction de la nation, cette tendance à l'égalité de traitement est confirmée dans le cadre de la réforme agraire et des programmes de distribution de terres.

Dans la mise en œuvre de ces mesures, les femmes ont toutefois été indirectement désavantagées comme nous l'ont expliqué les femmes de Mindanao. En effet, la réforme privilégiait deux catégories d'acteurs : les sans terre et les travailleurs agricoles permanents. Or, ce sont les hommes qui, selon l'usage local, travaillent la terre « à temps plein » tandis que les femmes la travaillent « à temps partiel » ou « selon les saisons ». De ce fait, elles ont été « rangées » en troisième position dans l'ordre de priorité et ce sont les hommes qui ont essentiellement bénéficié de la redistribution des terres. Le département de la réforme agraire a toutefois adopté, des années plus tard – en 1996 et 2001 – de nouvelles mesures qui ont réduit les discriminations sur base du genre dans la sélection des bénéficiaires. Autre avancée significative : les noms des deux époux ont désormais été apposés sur le titre de propriété « *lorsque les deux conjoints travaillent ensemble et cultivent des terres labourées en commun* ». Les ajustements réalisés ont permis des avancées, mais sans pour autant atteindre une

égalité de traitement. Les données du département des réformes agraires font apparaître qu'entre 2009 et 2012, les femmes représentaient 26 % des bénéficiaires.

Les conclusions d'une étude comparative réalisée en 2011 par MTWRC sur la participation des femmes dans l'agriculture à Mindanao font apparaître que « *seul un faible pourcentage de femmes des trois groupes - migrants, moro et lumad - est propriétaire de la terre. La propriété foncière dans les zones rurales est toujours dominée par les hommes. En outre, de nombreuses femmes paysannes n'ont pas le droit de posséder une terre, un carabao, une maison, des outils agricoles ou une motocyclette. Elles ont toutefois un accès aux services financiers et au crédit* »

Autre problème majeur observé dans les campagnes : l'application des législations écrites est peu répandue. Les mesures législatives égalitaristes – en matière de droit foncier notamment – sont ainsi restées sans effet en raison notamment de la prévalence dans les communautés rurales du droit coutumier et des traditions religieuses. Le droit coutumier n'est pas par nature incompatible avec la sécurité foncière des femmes, mais les interactions observées aux Philippines entre des normes de différentes natures dans un contexte de pluralisme juridique ont agi globalement sur les relations sociales et les rapports sociaux de sexe dans le sens d'un renforcement de la domination masculine et des normes de genre inégalitaires.

Dans certaines régions du pays, et en particulier sur l'île de Mindanao, les musulmans – dont le nombre est estimé à plus de 5 millions sur base des chiffres de 2010, soit 5,5 % de la population nationale[19] - se réfèrent au Code du droit personnel musulman pour les affaires relatives aux relations familiales. La promulgation de ce code remonte à 1977 et est une concession du régime de Ferdinand Marcos pour apaiser les séparatistes musulmans. La confessionnalisation du cadre légal des droits juridiques des femmes n'a pas été sans poser problème et a mis à mal le caractère unificateur du droit.

Des organisations de femmes musulmanes[20] ont tenté d'engager un dialogue constructif autour d'un processus de réforme juridique au sein de leur communauté, mais celui-ci a soulevé – presque mécaniquement - une controverse (de la part des élites traditionnelles et conservatrices) autour de la non-reconnaissance de l'identité ethnique et religieuse. Les lois, les règles et les coutumes qui pèsent sur les femmes musulmanes rendent son statut et ses conditions d'existence particulièrement fragiles.

Les femmes musulmanes sont donc actuellement comme prises « en otage » sommées de choisir entre aspirations d'égalité et attachement à leur religion. En attendant que cette situation soit dépassée – notamment pas la déconstruction des discours religieux traditionnels -, elles sont toujours aujourd'hui contraintes d'obtenir le consentement de leur époux pour exploiter la terre ou pour acquérir des biens, et ne peuvent prétendre à devenir propriétaires de la terre.

Le cas des femmes moro fait ressortir les différences qui peuvent exister entre les femmes et la nécessité de « *prendre en compte les multiples identités qui se croisent et qui sont à la base de la stigmatisation d'un individu. La race, la classe, l'orientation sexuelle, l'ethnicité, l'âge, le lieu peuvent être autant, sinon plus déterminants sur la manière dont vivent les femmes et sur la manière dont elles sont perçues par la société* » (*Alternatives Sud*, 2015). Pour répondre aux besoins différenciés de femmes et d'hommes issus de groupes sociaux variés, il est dès lors nécessaire de sortir d'une vision simplificatrice du réel en deux catégories opposées : hommes et femmes.

L'accès et le contrôle de la terre par les femmes restent globalement incertains pour les femmes de Mindanao en raison notamment de la complexité des systèmes fonciers, d'un pluralisme juridique et de politiques foncières discriminatoires.

3. Double journée des femmes

Au cours de notre séjour, des ateliers ont été organisés avec trois groupes composés d'une vingtaine de femmes et de deux à trois hommes appartenant aux communautés chrétiennes et moro, partenaires de DKMP, LAFCCOD et CONZARRD. Aucun atelier n'a pu malheureusement être réalisé avec des femmes indigènes. Sans généraliser les enseignements tirés des « focus groups » réalisés à l'échelle locale, ceux-ci ont permis – en les croisant avec des études scientifiques sur les inégalités de genre

[19] https://psa.gov.ph/sites/default/files/2014%20PIF.pdf
[20] http://www.wluml.org/fr/node/531

dans les systèmes agraires - de mieux appréhender la complexité des relations et des arrangements concrets entre les sexes.

Une première activité proposée lors de ces échanges consistait à dresser un horaire type des activités quotidiennes réalisées par les femmes et par les hommes. Il était demandé aux participants de décrire leur journée, depuis le moment du réveil jusqu'à l'heure du coucher, et d'évaluer en moyenne le temps qu'ils y consacraient. L'exercice s'est réalisé à deux reprises dans des communautés rurales chrétiennes et une fois dans une communauté de pêcheurs moro. La nature des activités réalisées par les hommes étant assez différente, celles-ci ont été enregistrées dans deux modèles séparés : Hommes I et II.

Femmes	**Horaire**	**Hommes I**	**II**
Réveil et prière (moro) Cuisiner	**4 :00**		Réveil et prière (moro) Déjeuner
Laver les vêtements/ la maison Prendre soin des enfants Vente poissons	**5 :00**	Lever	Départ pour la pêche (5 am to +/- 4 pm) OU
Déjeuner	**6 :00**	Déjeuner	
Laver les vêtements (suite)	**7 :00**	Pâturage (vaches, chevaux, carabao, etc)	Retour de pêche et vente (4 pm to 5 am)
Vente poissons + aliments/friandises	**8 :00**	Activités agricoles	
Activités agricoles Nourrir les animaux (porc, poulets, chèvres, etc) OU (dans la communauté de pêcheurs) : Travail de manucure Nourrir les animaux	**9 :00-11 :00**		
Cuisiner pour le dîner	**11 :00**	Relax	
Lunch/tv/vaisselle	**12 :00**	Lunch	
Activités agricoles OU Travail de manucure Assister à des réunions pour l'école, barangay, etc	**13 :00-16 :00**	Activités agricoles	
Nourrir les animaux	**16 :00**	Soin au bétail	
Cuisiner pour le souper	**17 :00**		

Souper et vaisselle Prendre soin des enfants/mari Tv	**18 :00 – 21 :00**	Souper Relax	Souper Tv Préparation du matériel de pêche
Heure du coucher pour la famille /Ecriture des courriers pour les prêts, dettes	**21 :00**	Heure du coucher	Heure du coucher
Heure du coucher	**22 :00**		

Les informations récoltées font apparaître que les femmes partagent leurs journées entre des responsabilités productives (tournées vers l'autoconsommation) et reproductives, dans et hors de la maison. Elles participent à la subsistance et aux revenus du ménage. Les hommes sont pour leur part impliqués quasi exclusivement dans la sphère productive, mais les échanges entre femmes convergent pour souligner qu'ils continuent à « dominer » les affaires du ménage en tant que « chefs de famille ».

Si les femmes ont gagné en responsabilité dans l'agriculture familiale, les charges qu'elles assument dans l'alimentation, l'entretien de la famille et la gestion de la maison demeurent, pour leur part, inchangées. L'investissement des femmes dans la sphère productive ne s'est pas traduit par un investissement équivalent des hommes dans la sphère reproductive. On parle dès lors de double journée, voire de triple journée des femmes lorsqu'elles sont impliquées dans des activités communautaires, comme c'est le cas pour les femmes membres de MTWRC ou de ses partenaires.

Les participantes du groupe font état de ce déséquilibre structurel (qui connaît des intensités variables selon les couples) concernant la répartition des tâches domestiques et des activités d'éducation et de soin. Atteindre une meilleure répartition est une préoccupation formulée par les femmes du groupe. Plusieurs femmes font remarquer que leurs tâches ne sont toutefois pas une barrière à leur participation à des activités collectives ou communautaires. Elles peuvent dégager du temps – souvent à « leur frais », « en plus du reste » - mais certaines bénéficient parfois du soutien de leurs maris qui prennent le relais pendant la durée des réunions. En cela, elles soulignent que des avancées ont pu être obtenues.

Les discussions sur les rôles de chacun mettent également en avant le caractère mouvant de la ligne de fracture entre production et reproduction. Elles interrogent d'une part une vision – étroite, mais dominante - de la division sexuelle du travail, où les femmes seraient assignées aux tâches domestiques et familiales, ce qui serait à l'origine de leur asservissement. Elles interrogent d'autre part une autre représentation très clivée de l'activité des femmes qui serait « découpée » en deux pôles distincts avec d'un côté, leur rôle de reproductrices et de l'autre, leur rôle de productrices (en raison de leur participation à l'effort de développement). Cette conception, inspirée par l'expérience occidentale, colle pourtant mal aux réalités de nombreuses sociétés du sud.

Pour les femmes présentes, les différentes activités reproductives dont elles ont la charge – éducation, soin, production marchande et auto-production – constituent un ensemble cohérent qui vise « la *reproduction au niveau de la société du lien social, de la subsistance matérielle et, plus globalement, de la reproduction d'un territoire de vie* » (Degavre, 2005). C'est dès lors au travers de leurs responsabilités multiples et des capacités d'action dont elles disposent, qu'elles tentent de faire bouger les lignes au sein de leurs familles et de leurs communautés.

Cette observation amène à s'interroger sur l'émancipation dont la traduction pour les femmes de Mindanao n'est évidemment pas la même que pour les femmes occidentales ou d'autres régions du monde. Il n'existe en effet pas « une » condition féminine, pas plus qu'il n'existe une oppression globale ou une voie unique vers l'émancipation. Il ne s'agit donc pas de projeter des attentes « externes » à des réalités « internes ». En cela, il est intéressant de remarquer que l'attitude et le point de vue des femmes rejoignent ceux de féministes du Sud qui entendent « *décoloniser la cause des femmes* » (*Alternatives Sud*, 2015). Il est à noter également que les femmes présentes ne se placent pas, en dépit des

difficultés, dans une posture victimisante ou fataliste. Elles estiment que la situation est perfectible et souhaite la voir évoluer. C'est pour cette raison qu'elles s'organisent et se mobilisent sur des questions qui les touchent à partir des moyens dont elles disposent.

4. Transition agricole et implication des femmes

La seconde activité s'intéressait à la division du travail agricole entre hommes et femmes. Les participant(e)s aux rencontres appartiennent à des familles paysannes qui produisent majoritairement du riz organique. Ils ont décidé de remplacer l'engrais chimique – très onéreux – par un engrais organique produit localement. Ce processus est souvent graduel et la plupart des agriculteurs assurent temporairement une partie de leur production avec des engrais chimiques.

Les réactions spontanées des femmes sur le processus de transition agricole vers un mode de production durable sont globalement positives. La majorité des femmes participantes estiment que l'agriculture organique permet de renforcer la souveraineté alimentaire. Elles mettent en avant le bon niveau de production agricole, la baisse des coûts liés aux intrants (pesticides, fertilisants, etc.), les apports en termes nutritionnels, de santé pour la famille et de protection de l'environnement.

Après avoir récolté et échangé autour de ces premières impressions, il est demandé aux différents groupes de décrire minutieusement les différentes étapes de la production de riz depuis la sélection des semences jusqu'à la commercialisation et d'indiquer si les tâches sont réalisées par des hommes ou des femmes.

	Hommes	**Femmes**
Sélection des semences		x
Labourage	x	
Nettoyage et fixation des diguettes	x	x
Gestion de l'eau	x	x
Herse (ameublir et aplanir terre)	x	
Préparation du lit de semis	x	x
Ensemencement	x	x
Nettoyer les diguettes	x	
Epandage engrais organique	x	
Arrachage des plants (pépinière)	?	?
Triage et distribution		x
Repiquage (rizière)	x	x
Gestion et contrôle de l'eau (irrigation des champs)	x	x
Gestion des maladies et insectes	x	x
Pulvérisation (2x/semaine jusque floraison)	x	x

Désherbage manuel	x	x
Etêtage des pousses	x	
Travail de suivi	x	x
Traitement des sacs destinés à recevoir le riz	x	x
Pulvérisation	x	
Récolte (faucille)	x	x
Labourage	x	
Séchage (solaire)	x	
Décorticage	x	
Distribution	x	
Comptage et enregistrement		x

D'emblée, il apparaît que les femmes interviennent à tous les niveaux de la production (préparation de la terre, plantation, récolte, postrécolte). Les tâches réalisées, le temps consacré, les décisions qu'elles prennent font qu'elles dépassent le rôle de *l'helper*, celle qui se limiterait à assister l'époux, à lui donner un coup de main. Les femmes ont ainsi gagné en responsabilité – tendance observée dans l'agriculture familiale dans son ensemble[21].

Vus sous un angle positif, les rôles nouveaux joués par les femmes ont notamment permis de valoriser des savoirs qu'elles détenaient et de devenir des acteurs clés dans le processus de production (« sélection des semences ») et dans le fonctionnement des écosystèmes et la préservation de l'environnement. Vue sous un angle plus négatif, cette sur-responsabilisation a conduit aussi à une sur-charge de travail. L' « opportunité » de gagner en responsabilité doit en effet être vu au regard des « *capabilités concrètes* »[22] (Sen, cité dans Guétat-Bernard, 2014) et du temps dont les femmes disposent réellement. Assumant de front des fonctions reproductives et productives, « *elles ont un budget temps plus réduit par rapport aux hommes, et sont donc désavantagées* » (Guétat-Bernard, 2014)

Paradoxalement, au cours des discussions et au sein de certains groupes, les femmes tendaient parfois à minimiser leur rôle ou à rendre peu visible des fonctions dont elles avaient la charge. Pour la production organique de riz, elles n'ont par exemple pas évoqué leur participation à la production de vermicompost et à leurs rôles multiples dans la période postrécolte, notamment la commercialisation. Les femmes ne faisaient également pas référence spontanément dans les discussions aux « petits travaux » qu'elles accomplissaient durant la journée et qu'elles semblaient considérer comme une extension de leur travail domestique. C'est seulement lors des visites dans les fermes ou lors de discussions qui se déroulaient sur leurs lieux de vie que certaines responsabilités sont apparues : « Tiens, qui s'occupe de ce potager près de la maison ? », « qui nourrit les animaux que l'on voit ici ? », etc.

La féminisation de l'agriculture n'est pas liée de facto à une promotion des femmes. Pour que la gestion du travail de la terre devienne « partagée », il est essentiel que les femmes acquièrent un meilleur contrôle sur les moyens de production d'une part et que leur « capabilité » ou leur « pouvoir d'agir » soit renforcé d'autre part.

[21] Les femmes assurent un rôle croissant dans une agriculture paysanne qui peut être perçue comme « *une extension de leur travail domestique et de leur responsabilité dans l'alimentation familiale* » (Elson, 2010).
[22] *« Une capabilité est suivant la définition qu'en propose Amartya Sen, la possibilité effective qu'un individu a de choisir diverses combinaisons de fonctionnements, autrement dit une évaluation de la liberté dont il jouit effectivement* » (Guétat-Bernard, 2014)

Vers une agriculture durable : avancées et limites

MTWRC et ses partenaires articulent différents niveaux de revendications : social, politique, environnemental, de genre, etc. Ils défendent l'idée d'une agriculture familiale durable dans un contexte marqué par les agressions du développement et conjuguent cette action à la promotion de rapports sociaux de sexe plus égalitaires au sein des familles.

Après plusieurs années d'action dans ce sens, MTWRC et ses partenaires ont pu démontrer les effets positifs engendrés. Plusieurs centaines de ménages pratiquent désormais une agriculture organique ou soucieuse de l'environnement. Le programme « tri-people » sur la consolidation de la paix et la souveraineté alimentaire a permis le développement de technologies et de méthodes durables, la mise en place de sessions de formation et des campagnes sur le genre et la souveraineté alimentaire, la réalisation de lobby politique, etc. Par ailleurs les actions implémentées ont accru la sécurité foncière et contribué au renforcement de la paix.

Ces initiatives positives ont toutefois pour limites d'une part d'être cantonnées à l'échelle locale. Les fermes « organiques »sont comme des petits îlots « perdus » au milieu de terrains à perte de vue dévolus à une agriculture conventionnelle, pratiquée à fort renfort de pesticides, herbicides et autres fertilisants chimiques et destinée à l'exportation. D'autre part, le programme « genre et souveraineté alimentaire » reste fragile en raison de sa dépendance au financement extérieur.

Depuis quelques années, l'état philippin a toutefois promu la pratique de l'agriculture organique – au travers de la loi 10068[23] – et financé un programme national à hauteur de plusieurs millions de dollars par an. Le président Benigno Aquino III s'est en outre prononcé sur les bienfaits de l'agriculture biologique estimant qu'elle était « *la voie de l'avenir, non seulement pour lutter contre la faim, mais aussi pour la santé et l'environnement* »[24]. Le soutien de l'Etat pour l'agriculture organique est positif, mais témoigne toutefois de l'incohérence d'une politique gouvernementale qui joue au « pompier pyromane », en défendant les intérêts des entreprises de l'agro-industrie qui produisent des effets destructeurs et prétendant ensuite les corriger par un programme d'actions sous-financé.

Outre l'absence d'une politique forte, l'agriculture organique rencontre également des résistances de la part des paysans. En dépit des bénéfices reconnus, les risques posés par le processus de transition sont réels et jugés souvent trop importants, car mettant en péril la subsistance et les revenus des familles. Les résistances tiennent aux coûts de production relativement élevés, sauf dans le cas de l'autoproduction de compost et de traitement des engrais organiques ; au « repos forcé » des sols pour les assainir et les réhabiliter pendant lequel rien n'est produit ; au laps de temps nécessaire pour atteindre des niveaux de production équivalents obtenus avec l'agriculture conventionnelle ; aux « coûts » humains et en temps pour compenser la non-utilisation des herbicides ; aux risques posés par le retour et les « invasions » d'insectes, etc.

Les résistances sont donc nombreuses et à plusieurs niveaux, bridant ainsi le potentiel offert par ce modèle agricole alternatif. Beaucoup reste donc à faire mais il semble clair que le déploiement de formes d'exploitation familiales et durables ne pourra se faire sans bénéficier d'une intervention publique volontariste qui précise leurs rôle et place. La création d'un programme national au sein du département de l'agriculture est un effort qui va dans le bon sens, mais qui demeure insuffisant pour modifier durablement les orientations politiques prises en termes agricoles.

Avancées et limites en termes d'égalité hommes-femmes

A l'échelle du programme mené par MTWRC et ses partenaires, les femmes se sont révélées des actrices clés du développement rural. En raison de leur rôle central dans l'alimentation et le bien-être de la famille, elles ont témoigné d'un vif intérêt pour les avantages, en termes alimentaires et de santé, de l'agriculture organique. Elles ont de ce fait souvent été à l'initiative et cherché à convaincre leurs maris d'opérer le basculement vers des techniques durables. Les objections étaient toutefois fortes lorsque le mari n'était pas membre lui-même de l'une des organisations et n'avait donc pas accès aux informations sur ce type d'agriculture. Dans le cadre de la production de riz organique, on a pu voir que

[23] http://organic.da.gov.ph/
[24] http://www.fareasternagriculture.com/crops/agriculture/organic-farming-the-future-of-philippine-agriculture

les femmes occupaient des rôles multiples à chaque étape de la production et qu'elles avaient gagné en responsabilité.

Au travers de ce processus, la charge des femmes s'est toutefois accrue sans que les hommes prennent le relais pour une part équivalente du travail domestique. Une asymétrie dans la répartition des tâches ménagères et de soin a perduré, tout comme la domination masculine sur les affaires du ménage. « *Le caractère contraignant pour les femmes d'un fonctionnement basé sur leur surtravail a reproduit des logiques patriarcales et inégalitaires au sein des familles, logiques elles-mêmes patiemment construites et solidifiées par la subordination des femmes dans les rapports sociaux tout au long de l'histoire des sociétés agraires* »

En outre, la valorisation des femmes dans l'agriculture organique s'est réalisée par « *la porte du local* » (Bertrand, 2011). Il y a une tendance générale à associer les femmes à la localité et à l'autochtonie et le risque serait dès lors de les confiner dans cette échelle de la proximité. Actuellement, dans les actions de promotion de l'agriculture paysanne et de la souveraineté alimentaire menées par MTWRC, un des défis encore à relever est que les femmes parviennent à dépasser les frontières du local pour qu'elles rendent visible et donnent plus d'écho à leurs actions. Cette phase d'élargissement pourrait s'opérer au niveau du territoire, mais aussi au niveau de l'action collective en se connectant à d'autres réseaux et mouvements sociaux – de femmes et mixtes - aux intérêts convergents. Un des objectifs visés est que ces femmes, devenues plus fortes de leurs expériences, puissent « revenir » et politiser la sphère domestique et communautaire en remettant en cause les discours, les habitudes, les idéologies qui contribuent à essentialiser le féminin et le masculin.

Conclusion

L'incohérence des stratégies de développement élaborées par l'Etat philippin a frappé durablement les campagnes, mettant à mal les conditions d'existence des paysan(ne)s. Face à ce qui leur était présenté comme « la voie à suivre », des acteurs et actrices locaux se sont mobilisé(e)s pour s'inscrire, à partir de leurs préoccupations spécifiques et de leurs territoires de vie, dans une perspective de transformation ou d'adaptation.

Travailler au renforcement de la souveraineté alimentaire dépasse le seul champ agricole. Il permet – en luttant pour plus de justice sociale – de s'attaquer à différentes formes d'exploitation et d'oppression qui se croisent, notamment les inégalités entre hommes et femmes. L'agriculture familiale durable est une voie qui peut conduire à la souveraineté, mais qui n'est pas « neutre » du point de vue du genre. Pour dépasser ce stade et ne pas reproduire une société agraire construite autour de la subordination des femmes (dans la famille, la communauté, la société), la promotion de cette trajectoire agricole alternative doit s'accompagner de la défense de rapports sociaux internes aux familles qui soient justes. Le caractère familial du travail au sein des exploitations est crucial, mais cette organisation doit être réfléchie pour être plus favorable à l'égalité entre les sexes, en particulier lors des « négociations » pour distribuer le surtravail agricole.

Les revendications pour plus d'égalité ont souvent été passées à la trappe, effacées devant « l'urgence » et « la priorité » de luttes plus généralistes, …comme la souveraineté alimentaire (dans sa conception étroite). Aux femmes de répéter encore et encore, pour que cela soit enfin approprié par tous, que le cloisonnement des revendications, la hiérarchisation des formes d'oppression ne peuvent être que contre-productifs au projet de construction d'une société qui soit véritablement émancipatrice et respectueuse des droits de chacun.

Bibliographie

Adriano F., Parks T. (2013), *The Case of Mindanao*, Philippines.

Alternatives Sud (2015), Etat des résistances dans le Sud – Mouvements de femmes, Paris/Louvain-la-Neuve, Syllepse/Cetri, n°4.

Alternatives Sud (2015b), L'aggravation des inégalités, Paris/Louvain-la-Neuve, Syllepse/Cetri, n°4.

Bahr K. (2011), *Les féminismes du Sud : entre construction et questionnement*, www.oxfammagasinsdumonde.be/

Boras S.M. et Franco J. (2010), « Towards a Broader View of the Politics of Global Land Grab:

Rethinking Land Issues, Reframing Resistance », *ICAS Working Paper Series*, No. 001.

Bello W. (2014), *The State of Fragmentation : The Philippines in Transition*, Focus on the Global South and Friedrich Ebert Siftung

Bertrand M. (2011), « Quand femme rime avec local », *Justice sociale*, www.jssj-org

Carroué L. (2004), *L'émigration de la main-d'oeuvre philippine : un marché organisé par l'État*, http://geoconfluences.ens-lyon.fr

Degavre F. (2005), *Enjeux du développement dans les contextes Nord. Le rôle des femmes dans le care et la reproduction du lien social* - Presses universitaires de Louvain

Fresnoza-Flot A. (2008), *Migration, genre et famille transnationale : l'exemple des mères migrantes philippines en France*, URMIS, Paris.

IBON (2014), *Economy under the Aquino administration: Worsening exclusivity,* www.ibon.org

Lacombe D. (2014), Les données trompeuses du « Global Gender Gap Report », *Mediapart*, 4 novembre.

MTWRC (2011), *A comparative Study on Women's Participation in Agriculture. The case of the Lumad, Moro and Migrants Settlers in Mindanao*, Cotabato City, Philippines

MTWRC (2014), *DGD Program 2014-2016*.

MTWRC (2014), *Gender Equality and Women Empowerment : The Case of the Mindanao Tri-People Program on Peace-building and Food Sovereignty*, février.

Guétat-Bernard H. (2014), *Féminin-masculin : genre et agricultures familiales*, Paris, éditions Quae

Revelli P., *Carnet de reportage/Mindanao*, http://philipperevelli.com

Roces M. (2012) éd., *Women's Movements and the Filipina: 1986-2008*, Honolulu, University of Hawai'i Press.

Tardif (2013), *La libéralisation du secteur agricole aux Philippines*, www.redtac.org

Vause S. (2012), *Genre et migrations internationales Sud-Nord. Une synthèse de la littérature*, UCL, Louvain-la-Neuve

Zacharie A. (2002), *Les Philippines*, www.cadtm.org.

Aurélie Leroy est chargée d'étude au Centre tricontinental – CETRI

C E T R I

Centre tricontinental - CETRI
av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69
cetri@cetri.be - www.cetri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles, service de l'éducation permanente et de la Province du Brabant wallon

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

la jeune Province Brabant wallon